

Nord-du-Québec

Baie-James

Synthèse du système alimentaire territorial (SAT)

MISE EN CONTEXTE

Objectifs des synthèses des SAT régionaux

Les synthèses régionales visent à présenter un résumé succinct et général des systèmes alimentaires des territoires du Québec. Elles adoptent une approche systémique et recensent en un même endroit des informations existantes de sources diverses, portant sur les initiatives structurantes des différents maillons du système alimentaire et des différents secteurs d'activité. Elles offrent un aperçu du SAT à un moment déterminé, dans l'objectif de servir de base de référence pour une révision régulière.

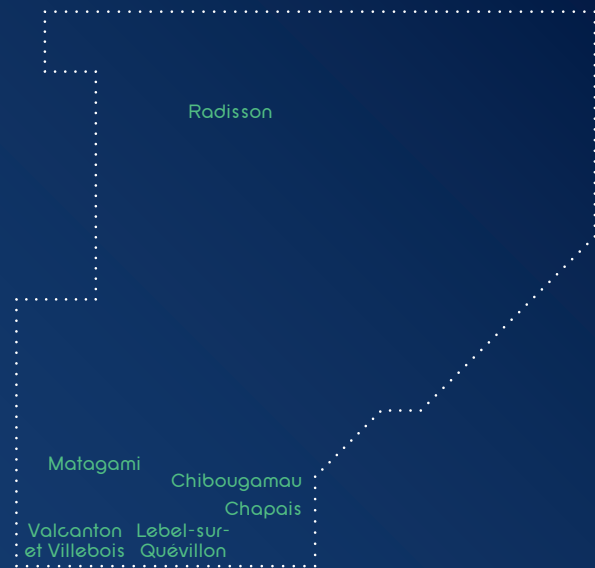
Les synthèses décrivent la situation à l'échelle régionale, sachant qu'il existe des spécificités supra-locales (MRC) et locales. Dans le cadre des rassemblements nationaux du Forum SAT, la synthèse du SAT régional pourra servir de référence pour les autres régions et partenaires.

QU'EST-CE QU'UN SYSTÈME ALIMENTAIRE TERRITORIAL (SAT)?

Un système alimentaire territorial (SAT) regroupe un ensemble interrelié d'acteur-rices et d'activités de la production, transformation, distribution, consommation, ainsi que de la gestion et valorisation des matières résiduelles et du transport des aliments dans un territoire donné. Les SAT s'appuient sur une gouvernance collaborative où les acteur-rices des territoires œuvrent ensemble à renforcer l'autonomie alimentaire et à garantir l'accès à une alimentation saine et durable pour tous et toutes, tout en favorisant la transition sociale et écologique. (Forum SAT, 2024)

LES PARTICULARITÉS TERRITORIALES

- Zone agricole située à Valcanton et Villebois avec une extension à Chapais.
- Zone de rusticité des plantes **2A à 0b**, ce qui signifie, entre autres, que les plantes doivent survivre à une température minimale extrême entre -40 et -51 (Kramers et al., 2014).
- Richesse des produits forestiers non ligneux (PFNL).

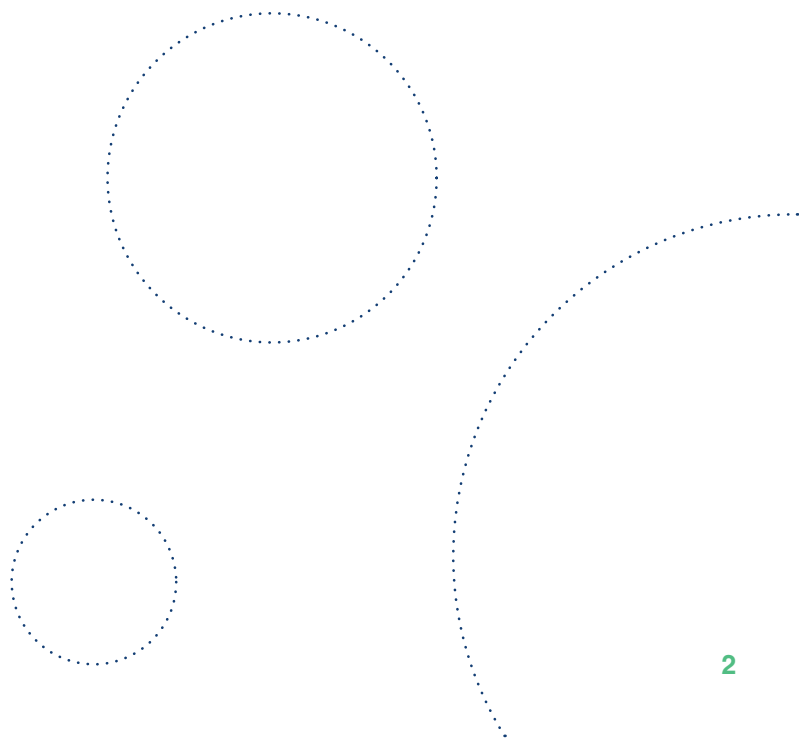


INTRODUCTION AU SAT DE LA BAIE-JAMES

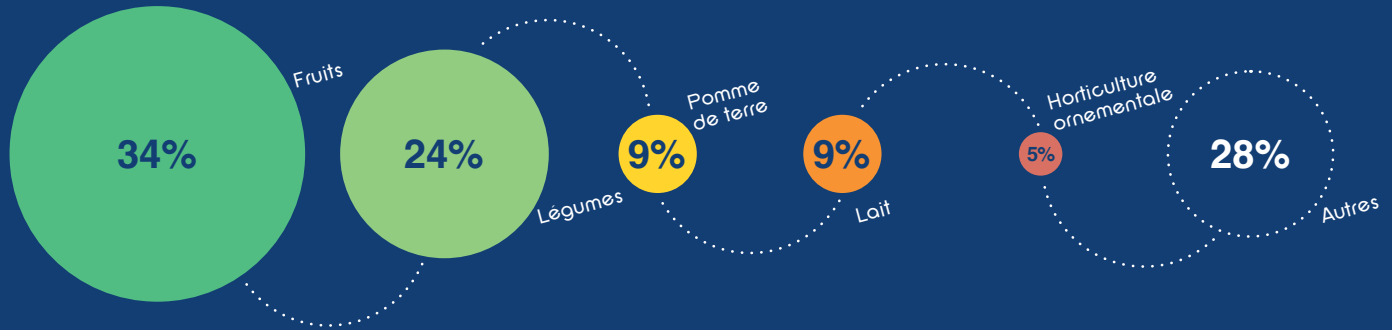
La Baie-James fait partie de la région administrative du Nord-du-Québec, se situant entre les 49° et 55° parallèles nord. Son étendue est comparable à celle de l'Allemagne. On retrouve à la Baie-James quatre villes, soit Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami et Chapais, ainsi que trois localités (petites villes) : Radisson, Villebois et Valcanton (Val-Paradis et Beaucanton ont fusionné en 2001). Ces villes allochtones partagent le territoire Eeyou Istchee–Baie-James avec les communautés autochtones crie*. Les Jamésien-nés ne représentent que 29 % de la population de la région administrative du Nord-du-Québec et 0,15 % de la population du Québec. Les Crie-s représentent 38 % et les Inuit, 32 % de la population de la région administrative. Bien que la population ait augmenté entre 2016 et 2022 sur le territoire Eeyou Istchee–Baie-James, le nombre d'habitant-es des villes allochtones s'est vu réduire. En effet, la population de la Baie-James a diminué de 36,4 % entre 1991 et 2021. Entre les recensements de 2016 et de 2021, la population jamésienne a diminué de près de 5 %, tandis que les communautés crie ont vu leur population augmenter de 6,3 % et les communautés inuites, de 6,8 %. (Dubé et Rochon, 2022). Le manque de main-d'œuvre sur place est criant donc le quart des travailleur-ses de la Baie-James fait du navettage (fly-in fly-out). Les travailleur-ses qui pratiquent le navettage s'intègrent peu à la population locale et contribuent faiblement à l'économie du territoire, puisque seule une faible part de leur revenu y est dépensée ([Gouvernement du Québec, 2025](#)).

De plus, la pandémie de COVID-19 et les feux de forêt en 2023 ont mis en lumière les enjeux de la région en matière d'autonomie alimentaire, notamment des bris dans les circuits de distribution.

*Pour en savoir plus sur le SAT d'Eeyou Istchee, consultez sa [synthèse](#).



Productions agroalimentaires principales de la Baie-James



*Pourcentage des recettes en provenance du marché de deux régions combinées, le Nord-du-Québec et la Côte-Nord, à interpréter avec vigilance (MAPAQ, 2024)

PRODUCTION

Territoire agricole et agriculture

La Baie-James est caractérisée par ce que l'on appelle l'agriculture nordique, une agriculture pratiquée aux limites septentrionales et caractérisée par une saison de culture courte, un climat plus frais et un hiver très froid (Pierre, 2015). Dans toute la région du Nord-du-Québec, on dénombre 23 218 hectares de zone agricole, essentiellement dans le sud : Villebois, Valcanton et un peu à Chapais. Dans les territoires plus au nord ainsi qu'à Chapais, les terres cultivées sont louées puisqu'elles appartiennent à la Couronne. Par contre, seulement 2 026 hectares sont réellement cultivés. (Communication personnelle, MAPAQ Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec, août 2025). En ce qui a trait aux activités agricoles, l'éloignement des autres régions agricoles procure une certaine biosécurité aux cultures et aux pâturages de la région (MAPAQ, 2024). Bien que la saison soit plus courte à la Baie-James que dans le sud du Québec, plusieurs fermes existent sur le territoire. Le climat, plus rude qu'au sud de la province, fait en sorte qu'on doit se tourner vers des semences rustiques (Valls-Fox et al., 2024). On y retrouve deux fermes bovines qui rassemblent entre 600 et 700 bovins (Roy et al., 2024), ainsi que des fermes de pommes de terre, du fourrage, des céréales, de camerises et de bleuets forestiers (Desjardins et Tremblay, Communication personnelle SADC Nord-du-Québec, 2022). Le potentiel pour la culture de petits fruits pourrait être une avenue à explorer pour la région (MAPAQ, 2024). Cependant, son éloignement des grands centres urbains rend plus difficile l'accès à des agronomes ou à des spécialistes en machinerie et, la saison de production étant plus courte, la rentabilité des entreprises agricoles est plus difficile à atteindre que celle des entreprises au sud (Desjardins et Tremblay, 2022). Le Centre de formation des adultes du Témiscamingue offre une formation professionnelle en production horticole à Villebois, ce qui permet de soutenir les initiatives locales (Centre de formation aux adultes du Témiscamingue, 2025). De plus, une analyse d'opportunités est actuellement en cours pour le territoire d'Eeyou Istchee–Baie-James,

Le bon coup

LES JARDINS DU 53^e TAÏGA

Les Jardins du 53^e Taïga produisent des légumes frais à un prix équivalent à celui des épiceries tout en développant l'agriculture nordique dans la région de la Baie-James. Situés au nord de la région, à Radisson, les jardins approvisionnent la communauté locale ainsi que les cuisines d'Hydro-Québec non loin de Radisson (Communication personnelle Hydro-Québec, août 2025). Lors des feux de forêt en 2023, les Jardins du 53^e Taïga à Radisson ont fourni des légumes frais aux équipes des services d'incendie venues du sud ainsi qu'aux travailleur-ses des services essentiels (Sickini-Joly, 2024).

visant à explorer le potentiel de développement d'une filière de production de terreau adapté au climat nordique. Cette démarche s'accompagne d'une étude sur le potentiel de production de méthane à partir de cultures de silphie, une plante bien adaptée aux conditions nordiques. Grâce à sa croissance rapide et à sa richesse en fibres et en protéines, la silphie pourrait également représenter une alternative intéressante à l'alimentation animale en milieu nordique (Communication personnelle, SADC Nord-du-Québec, septembre 2025).

Autonomie alimentaire des foyers

Outre les produits forestiers non ligneux (PFNL), comme les petits fruits et les champignons, l'approvisionnement alimentaire non commercial, familial ou individuel se fait également par la viande de chasse et de pêche, des activités qui sont pratiquées par de nombreux foyers. La cueillette de champignons pourrait devenir une activité commerciale, à condition qu'elle soit soigneusement planifiée pour assurer sa durabilité et qu'elle soit menée en collaboration avec les communautés criees. Certaines familles jamésiennes cultivent aussi un potager ou ont un poulailler pour avoir une certaine autonomie alimentaire (Roy et al., 2024).

Les serres et les jardins

Des études ont été menées dans la région afin de voir si les serres et les jardins répondaient aux besoins des communautés nordiques. L'agriculture collective, en serre, en jardin communautaire ou en jardin collectif, est une façon pour la population jamésienne d'acquérir une certaine autonomie alimentaire, en plus d'offrir à certaines classes la possibilité de concrétiser les apprentissages acquis à l'école (Valls-Fox et al., 2024). Elle demeure un moyen de se procurer des produits frais et sains dans une région où la fraîcheur des aliments est un enjeu, en plus de servir à la socialisation des personnes qui la pratiquent. La majorité des villes et des localités soutiennent l'agriculture urbaine en donnant accès aux citoyen·nes à un jardin communautaire. La ville de Lebel-sur-Quévillon plante même des plates-bandes d'asperges (Roy et al., 2024) et, à Matagami, des bacs de fines herbes et des arbres fruitiers ont également fait leur apparition (Communications personnelles, Vitalité Matagami, août 2025). Cependant, les projets collectifs d'agriculture font face à certains défis pour leur pérennité, comme le manque de mobilisation des citoyen·nes, de ressources humaines et de connaissances en production et en infrastructures (Valls-Fox et al., 2024).

TRANSFORMATION

Espaces de transformation

Il existe très peu d'espaces de transformation dans la région. Les épiceries, les restaurants, les hôtels, certaines grandes entreprises et les services hospitaliers ont des cuisines, mais il ne semble pas y avoir d'entreprises de transformation alimentaire, bien qu'il y ait des organisations qui vendent du thé du Labrador et des champignons séchés ainsi qu'une microbrasserie. On y retrouve par contre des cuisines pour des organismes en sécurité alimentaire, mais aucun espace de transformation ne semble partagé entre les organismes ou les entreprises (Desjardins et Tremblay, 2022). Comme il a été mentionné précédemment, l'élevage bovin existe à la Baie-James, mais comme il n'y a pas d'abattoir dans la région et qu'il n'y en a plus en Abitibi-Témiscamingue (la région la plus proche de ces fermes), les animaux doivent voyager jusqu'à Montréal ou aux États-Unis pour être abattus et la viande ne revient pas dans la région (Roy et al., 2024).

Le
bon
COUP

LA MAISON DE LA FAMILLE/LE PETIT TRAIN INC.

*À Chapais, l'organisme
communautaire d'aide alimentaire
La Maison de la famille/Le Petit Train Inc.
a inauguré, en 2025, sa nouvelle cuisine
communautaire qui comprend un
espace tempéré et de l'équipement
réfrigéré permettant des
activités de cuisine
collective.*

FOIRE D'AUTOMNE D'ABITIBI-OUEST

Organisée par la SADC d'Abitibi-Ouest, elle permet la coopération interrégionale entre la MRC et les initiatives agroalimentaires de Villebois et de Valcanton. L'édition de 2025 a permis de lancer un inventaire des surplus agricoles post-marchés afin de mieux les valoriser. Pour les entreprises de Villebois et de Valcanton, c'est une occasion de trouver des solutions aux défis logistiques de la distribution.

DISTRIBUTION

Épiceries et approvisionnement

L'étude de Roy et al. (2024) a recensé les épiceries de chacune des villes et des localités de la Baie-James. Toutes les villes et les localités ont une épicerie, sauf Villebois (Desjardins et Tremblay, 2022; Roy et al., 2024). Par exemple, à Lebel-sur-Quévillon, l'approvisionnement se fait principalement à l'épicerie locale et via des ressources de la chasse, de la pêche et des produits forestiers non ligneux. Les services d'une entreprise américaine de livraison en tout genre sont aussi parfois utilisés pour se procurer certains produits alimentaires (Desjardins et Tremblay, 2022). Certains ménages se rendent à Val-d'Or, à 155 km de Lebel-sur-Quévillon, pour avoir accès à une plus grande variété de produits à prix concurrentiels. À l'est de Chibougamau, bien qu'on y retrouve des grandes bannières de supermarchés et une épicerie offrant des produits d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, les familles se rendent souvent au Lac-Saint-Jean, à près de 200 km, pour se procurer des produits plus frais, variés et moins chers qu'à Chibougamau. À Matagami, beaucoup de citoyen-nés font également des provisions lors de leur passage dans le sud, soit les centres urbains situés au sud du 49^e parallèle. À Val-Paradis, l'épicerie prévoit ajouter une offre de mets cuisinés sur place, ainsi que de produits recherchés tels que les fruits frais, les viandes et les plats préparés grâce au Fonds régions et ruralité (Communications personnelles, Pôle Jamésien ÉS, 10 octobre 2025). On retrouve un magasin général à Valcanton, qui fait également office de quincaillerie et de station d'essence. Pour retrouver du prêt-à-manger, la population doit se rendre à Normétal, à 30 km, dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Pour se rendre dans les grandes bannières, la population de Villebois et de Valcanton doit se rendre à La Sarre en Abitibi-Témiscamingue, à près de 50 km. Ainsi, les régions limitrophes de l'Abitibi-Témiscamingue et du Saguenay-Lac-Saint-Jean demeurent

des endroits stratégiques pour l'approvisionnement alimentaire de plusieurs communautés jamésiennes. À Radisson, on retrouve une épicerie, une épicerie qui importe des produits italiens et un commerçant du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui visite la ville quelques fois chaque année afin de vendre de la viande et des fruits de mer. Cependant, les personnes de Radisson interrogées dans le cadre de de l'étude Roy et al. (2024) ont soulevé que la qualité et la diversité de l'offre alimentaire demeurent un enjeu. Pour beaucoup de citoyen-nés de la Baie-James, les groupes d'achats sont une solution pour s'approvisionner en produits diversifiés à de meilleurs prix, mais les coûts de gestion, la logistique et le transport représentent des défis à leur pérennité. Les participant-es à l'étude ont également relevé l'intérêt d'avoir accès à plus d'aliments écoresponsables, frais et sains. (Roy et al., 2024)

Lors d'une étude de 2020, 63 % des personnes interrogées indiquaient faire principalement leur approvisionnement alimentaire à l'épicerie locale et 67 % des participant-es voient le déplacement vers une plus grande ville comme une stratégie pour s'alimenter (Desjardins et Tremblay, 2020).

Transport

Un enjeu central subsiste pour les territoires nordiques : la forte dépendance aux corridors de transport nord-sud. En effet, « la région est très dépendante des arrivages du sud, ce qui les rend particulièrement vulnérables lorsque les voies de communication terrestres, maritimes ou aériennes sont coupées en raison des conditions météorologiques ou des événements extrêmes » (Valls-Fox et al., 2024). Ces corridors, essentiels pour l'approvisionnement en biens de consommation, en denrées alimentaires ou encore en matériaux de construction, accentuent la vulnérabilité des communautés locales face aux perturbations climatiques, aux pannes d'infrastructure ou à l'augmentation des coûts de transport. Cette dépendance structurelle révèle aussi le manque d'une approche régionale intégrée en matière de transport (Communication personnelle SADC Nord-du-Québec, septembre 2025).

Organismes communautaires et restaurants

Il existe plusieurs organismes en sécurité alimentaire à la Baie-James. Cependant, on soulève la difficulté pour ces organismes de démarrer des projets spécifiques à l'approvisionnement alimentaire, car les commerçants alimentaires les perçoivent comme de la compétition. Il y a donc une volonté de trouver la complémentarité entre les services des commerces existants et ceux des organismes communautaires (Desjardins et Tremblay, 2022). De plus, des partenaires ont soulevé le manque de cohésion entre les initiatives malgré l'augmentation des besoins de leurs communautés, ainsi qu'un certain manque de complémentarité entre les initiatives. Quant aux services de restauration, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami, Chapais et Radisson ont des restaurants sur leur territoire, mais l'offre n'est pas particulièrement diversifiée.

Les
bons
coups

SOLIDARITÉ ALIMENTAIRE MATAGAMI

Il s'agit d'un organisme communautaire de Matagami qui offre des services de popote roulante, de la cuisine en groupe et du dépannage alimentaire. Un volet de nature éducative est aussi en développement avec le jardinage en serre ou en potager et la cueillette en forêt.



CONSOMMATION

Sécurité alimentaire

La distance et l'éloignement géographique figurent parmi les principaux freins à la sécurité alimentaire de la Baie-James (Desjardins et Tremblay, 2022). Les foyers se tournent vers des stratégies de résilience individuelles, voire collectives, pour subvenir à leurs besoins alimentaires, comme la chasse, la pêche, la cueillette, les groupes d'achats et le stockage d'aliments à rabais. Il n'en demeure pas moins que des facteurs systémiques ou ponctuels font en sorte que des personnes se retrouvent en situation de précarité financière et souffrent d'insécurité alimentaire. Il ne semble pas y avoir de données récentes sur l'insécurité alimentaire dans la région. Cependant, le Carrefour Communautaire Chibougamau (2024), desservant la ville éponyme, a vu une augmentation de 55 % des demandes d'aide alimentaire entre mars 2023 et mars 2024. Similairement, à Matagami, il y a eu une hausse des demandes de dépannage alimentaire de 67 % entre avril 2024 et mars 2025 (Communication personnelle, Solidarité Alimentaire Matagami, septembre 2025). Partout dans la région, les organismes communautaires sont au front pour venir en aide aux personnes en situation d'insécurité alimentaire. En 2022-2023, environ 22 % des élèves du secondaire dans la région du Nord-du-Québec consommaient au moins cinq portions de fruits et légumes par jour, comparativement à 25 % pour l'ensemble du Québec. Cette proportion serait similaire à celle observée lors des enquêtes de 2010-2011 et 2016-2017 (Marleau et Rochon, 2025). Il faut par contre souligner qu'une des forces du système alimentaire jamésien est le partenariat entre les écoles et les organismes communautaires, offrant à des élèves une soupe-repas dans

les trois écoles primaires et secondaires qui présentent les taux de défavorisation les plus élevés (Desjardins et Tremblay, 2020; Desjardins et Tremblay, 2022).

GESTION ET VALORISATION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Collecte des matières compostables

Depuis le 30 juin 2025, la Ville de Chibougamau a mis en place un nouveau système de collecte des matières organiques. Cette initiative comprend la distribution de bacs bruns pour l'extérieur et de petits bacs de cuisine pour faciliter le tri à la source. La collecte officielle débute à l'automne 2025 (Ville de Chibougamau, 2025). Par ailleurs, des bacs à compost ont été installés dans plusieurs jardins communautaires, notamment à Chibougamau et à Lebel-sur-Quévillon, pour encourager le compostage local et valoriser les déchets organiques dans un contexte communautaire. Le constat général dans les diverses municipalités et localités jamésiennes semble être qu'il y a actuellement une période d'expérimentation et de mise sur pied de diverses initiatives de collecte et de valorisation du compostage à différentes échelles. Hydro-Québec travaille, quant à elle, en collaboration avec l'organisme La Transformerie afin de réduire le gaspillage alimentaire dans les cafétérias de ses installations situées en régions éloignées, comme à Radisson (AgroQuébec, 2025).

Il existe des initiatives citoyennes de sensibilisation (Vitalité Matagami et Lebel Environnement) et des initiatives municipales pour le compostage dans la région.

La Table alimentaire régionale inclusive (TARI) mobilise des acteurs pluridisciplinaires pour mieux identifier, récupérer et transformer les surplus alimentaires dans la région. En développant des outils éducatifs et en accompagnant les initiatives locales, elle renforce aussi la littératie alimentaire en plus de contribuer à poser les bases d'une gouvernance collective.

GOVERNANCE

Plan de développement d'une communauté nourricière (PDCN)

Il n'existe pas d'instance de gouvernance du SAT de la Baie-James. Cependant, il existe, dans plusieurs municipalités, des instances qui rassemblent différentes parties prenantes autour de l'alimentation scolaire, de projets de jardins ou de services pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Dans le rapport de Roy et al., (2024), on présente les plans de développement d'une communauté nourricière (PDCN) comme une action recommandée pour renforcer la mobilisation communautaire dans chacune des villes de Chapais, de Lebel-sur-Quévillon, de Matagami, de Radisson, de Villebois et de Valcanton. Un PDCN permettrait de définir les rôles et les responsabilités des acteur·rices impliqué·es afin de rendre les initiatives plus efficaces et de dresser un portrait diagnostique du système alimentaire du territoire. La possibilité d'embaucher une ressource qui serait responsable de coordonner le tout est en discussion dans différentes municipalités.

PDZA et Politique de développement local

Il n'existe pas de Plan de développement de la zone agricole (PDZA) dans la région, malgré la présence de plusieurs fermes et de plusieurs milliers d'hectares de territoire en zone agricole. Ce plan permet de prévenir certains conflits d'usage du territoire et de plus en plus d'actions intersectorielles en lien avec les SAT sont intégrées à ces plans. Sinon, à l'échelle municipale, la Ville de Chapais a choisi de favoriser la production alimentaire dans sa Politique de développement local 2013-2018. Cela a permis de mettre en place une serre de fraises utilisant l'énergie résiduelle de Chapais Énergie, ainsi qu'un projet de ferme agroforestière (Roy et al., 2024).

CONTEXTE ET ENJEUX TRANSVERSAUX

Manque de main-d'œuvre et navettage

Le manque de main-d'œuvre tous secteurs confondus se fait ressentir à la Baie-James, mais les secteurs de l'éducation et

de la santé seraient plus particulièrement touchés. Dans le domaine de l'éducation, plus de 40 % du personnel n'est pas légalement qualifié, comparativement à moins de 10 % ailleurs au Québec. Cette dépendance engendre des coûts supplémentaires et nuit à la stabilité des services offerts. Le manque de personnel dans tous les secteurs serait dû à la pénurie de main-d'œuvre générale et au manque de logements. La rareté de candidatures compétentes, qualifiées et expérimentées ainsi que le lieu de travail dans un milieu éloigné des grands centres urbains seraient les principales raisons pour lesquelles un poste demeure vacant plus de trois mois à la Baie-James (Raymond Chabot Grant Thornton, 2022). De plus, ce serait un peu plus du quart des emplois de la région qui seraient occupés par du navettage (Raymond Chabot Grant Thornton, 2022). Certains enjeux viennent avec le navettage, comme l'embauche difficile, un bilan carbone élevé et des salaires qui sont dépensés en dehors de la région. Ces derniers privent la région des retombées économiques locales. L'attractivité, la vitalité et le logement sont d'ailleurs au cœur de la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité du territoire de la Baie-James (MAMH, 2025).

Les acteur·rices du terrain relèvent également que certains programmes gouvernementaux ne reconnaissent pas les spécificités géographiques de la Baie-James. Cela fait en sorte que les gouvernements municipaux doivent offrir plus de services pour de petites populations, ce qui fait augmenter la charge fiscale aux citoyen·nes. À Chapais, par exemple, les charges fiscales sont 42 % plus chères que dans des villes de taille similaire. La firme ayant mené l'étude sur les enjeux relatifs à la main-d'œuvre conclut qu'il faudrait des incitatifs fiscaux plus importants pour les personnes résidant à la Baie-James mais, également, des mesures fiscales restrictives pour les employé·es faisant du navettage, afin de subvenir aux besoins des villes de la région.

*FaunEnNord,
le Centre d'innovation sociale
en agriculture (CISA) et le Centre
d'entrepreneuriat nordique ont analysé
et réalisé un portrait de six communautés
du Nord-du-Québec visitées de 2022 à 2024 :
Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon,
Matagami, Radisson et Villebois-Valcanton.
Pour chacune des communautés, on retrouve
dans l'analyse un portrait résumé du système
alimentaire actuel, un diagnostic des besoins,
des freins et des occasions de développement
en agroalimentaire, ainsi qu'un point de
départ pour une éventuelle élaboration
d'une vision commune des enjeux
agroalimentaires.*

Liens avec les communautés cries

Les Jardins du 53° Taïga participent activement à un dialogue avec les communautés cries voisines, dans le but de favoriser le partage des savoirs, le développement d'initiatives agroalimentaires concertées, ainsi que la mutualisation des ressources (Communication personnelle, Jardins du 53° Taïga, septembre 2025). Cette collaboration représente un pas important vers une approche plus inclusive et territorialisée de l'agriculture nordique. Par ailleurs, des liens se dessinent également entre les communautés cries et les différentes sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) du territoire, ce qui contribue à renforcer le maillage régional en soutien au développement local. Toutefois, malgré ces efforts de concertation sur le plan agroalimentaire, les relations interinstitutionnelles demeurent limitées dans d'autres domaines clés comme le transport et la logistique (Communication personnelle, CCSSBJ, octobre 2025).

Financement

La région bénéficie d'un certain soutien financier dédié à l'alimentation nordique et à la sécurité alimentaire, notamment par l'intermédiaire de la Société du Plan Nord. Le Programme de sécurité alimentaire nordique de cette dernière, pour sa part, soutient la réalisation de projets communautaires axés sur la production de fruits et légumes destinés à la consommation locale ou régionale. Il appuie également des actions liées à la transformation et à la conservation des aliments produits ou cueillis localement, dans une optique d'autonomie alimentaire des communautés nordiques (Gouvernement du Québec, 2025). Des défis subsistent par contre en ce qui concerne l'adéquation des financements aux besoins réels des projets. Par exemple, dans le cadre d'un PDCN, on se demande si les initiatives doivent démontrer une rentabilité économique pour être admissibles à un appui financier.

« Un manque de consommation d'aliments frais et de qualité est souvent relié à l'incapacité financière de s'en procurer ou à leur indisponibilité. Il ne suffit donc pas de sensibiliser les populations aux effets positifs de consommer des fruits et légumes frais pour améliorer les habitudes alimentaires : cela doit être réalisé en même temps que l'amélioration de l'offre alimentaire » (Valls-Fox et al., 2024).

Conclusion

Nord-du-Québec Baie-James

LES PRIORITÉS RÉGIONALES

- **RENFORCER** les initiatives existantes afin d'assurer leur pérennité (Roy et al., 2024).
- **RENFORCER** le capital social (élu·es, entreprises, citoyen·nes, etc.) en construisant une vision commune de la communauté nourricière (Roy et al., 2024).
- **AMÉLIORER** le transport dans le secteur agroalimentaire.
- **RÉDUIRE** le gaspillage alimentaire.
- **STRUCTURER** une gouvernance alimentaire.

Pour les sections suivantes, bien que la synthèse reconnaît l'apport d'une diversité d'acteurs sur chaque territoire, le choix a été fait de mettre l'accent sur les organismes et actions collectives, d'économie sociale, publiques et/ou de nature non-lucrative.

LISTE DES PARTIES PRENANTES PRINCIPALES DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

●●○ **Société du Plan Nord**

○ **SADC Nord-du-Québec**

●○ **Municipalités de Chibougamau, de Lebel-sur-Quévillon, de Matagami, de Chapais et localités de Radisson, de Villebois et de Valcanton**

● **Centre Régional Santé et Services Sociaux de la Baie-James (CRSSSBJ)**

AUTRES INITIATIVES, STRATÉGIES ET OUTILS PORTEURS

●○ **FaunENord**

FaunENord est une entreprise d'économie sociale œuvrant en environnement. Sa mission est de contribuer au développement durable du Nord-du-Québec en offrant des services-conseils et en développant des projets structurants dans les domaines de l'aménagement intégré du territoire, de l'environnement, de la faune, de l'éducation, de l'écotourisme, ainsi que des plantes, des champignons et de l'agriculture nordique.

● **Jardin du 53^e Taïga**

Les jardins du 53^e taïga produisent des légumes frais et abordables tout en développant l'agriculture nordique dans la région de la Baie-James.

● **La serre de Villebois**

Un projet d'autonomie alimentaire et d'alimentation de proximité qui permet d'offrir à la population de la localité de Villebois un accès à des légumes de saison frais (moyennant une légère contribution) pendant l'été.

●●○ **Village en santé Valcanton**

La mission de Village en Santé Valcanton est de promouvoir le développement culturel, économique et social de la localité de Valcanton tout en luttant contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'organisme offre de la soupe aux enfants de l'école de Val-Paradis. L'organisme s'occupe également d'un jardin communautaire où la population de Val-Paradis et de Beaucanton peuvent louer un bout de terrain pour jardiner.

●●● **Carrefour Communautaire de Chibougamau**

L'organisme offre des services de cuisines collectives et de distribution alimentaire par des services de banque alimentaire, de soupe populaire et de frigo communautaire.

●●● **Maison de la famille/Le Petit Train Inc.**

La Maison de la famille/Le Petit train Inc. est un organisme communautaire qui offre des services d'aide alimentaire, de cuisine collective et d'activités familiales à Chapais.

●○ **Solidarité Alimentaire Matagami**

L'organisme communautaire de Matagami offre des services de popote roulante, de la cuisine en groupe, du dépannage alimentaire ainsi qu'un volet de nature éducative qui se développe, soit le jardinage en serre ou en potager et la cueillette en forêt.

●○ **Lebel Environnement**

Lebel Environnement vise à sensibiliser la population à la réduction des déchets et à l'environnement en général. Il pose également des actions pour favoriser l'autonomie alimentaire des habitant-es de Lebel-sur-Quévillon, comme le Jardin d'espoir et le poulailler collectif Éco-Rico.

○ **Vitalité Matagami**

Le comité permet aux différents organismes communautaires de coordonner leurs actions en concertation avec la ville. Plusieurs initiatives agroalimentaires du comité sont déjà en place : les paniers de légumes durant la saison estivale, l'installation de bacs de produits comestibles à partager et la tenue de marchés automnaux et de Noël.

● **Portrait agroalimentaire de l'Abitibi-Ouest et du Nord-du-Québec 2023**

Au cours de l'hiver 2015-2016, la Société d'aide au développement des collectivités Abitibi-Ouest (SADCAO) a mené une étude sur la situation de l'agriculture en Abitibi-Ouest, à Villebois et à Valcanton. Cette étude a été réalisée auprès de plusieurs producteur·rices agricoles du secteur et visait trois objectifs :

1. Analyser et documenter la situation actuelle de l'agriculture.
2. Connaître les besoins des producteur·rices quant aux services et à la formation.
3. Cibler les occasions à venir en agriculture.

BIBLIOGRAPHIE

- Administration régionale Baie-James (ARBJ). (2022). *Étude sur les enjeux relatifs à la main-d'œuvre, au navettage et aux incitatifs fiscaux spécifiques à la Baie-James : Rapport final*. ARBJ.
- AgroQuébec. (2025, 10 juin). *Vers une alimentation durable : La Transformerie soutient Hydro-Québec pour la réduction du gaspillage alimentaire*. <https://agroquebec.com/la-transformerie-hydro-quebec-reduction-gaspillage-alimentaire/>
- Carrefour Communautaire Chibougamau. (2024). *Rapport d'activités Carrefour Communautaire Chibougamau 2023-2024*. <https://carrefourcommunautaire.com/wp-content/uploads/2024/06/FINAL-CCC-RA-BR-2023-2024.pdf>
- Centre de formation aux adultes du Témiscamingue. (2025). *Production horticole*. Consulté le 16 octobre 2025, sur : <https://cfatemiscamingue.com/formation/production-horticole-2/>
- Dubé, S., Rochon, J. (2022). Chiffres clés, (21). Direction de santé publique du Nord-du-Québec. <https://www.crsssbaiejames.gouv.qc.ca/docs/Publications/C/21%20Population.pdf>
- Desjardins, F. et Tremblay, P.-A. (2020). *La sécurité alimentaire en Jamésie (VF). Rapport final de la recherche*. Réseau jamésien de développement social. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.20685.77281>
- Desjardins, F. et Tremblay, P.-A. (2021). S'alimenter malgré le froid, la distance et le reste : l'émergence de stratégies favorables à la résilience alimentaire en Jamésie (nord du Québec). *Revue organisations & territoires*, (3). <https://www.erudit.org/fr/revues/rot/2021-v30-n3-rot06825/1086981ar.pdf>
- Gouvernement du Québec. (2025). *Aide financière pour favoriser la sécurité alimentaire des communautés nordiques*. Consulté le 16 octobre 2025, sur : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/developpement-territoire-nordique/aide-financiere/securite-alimentaire>
- Kramers, R.E., Rose, I., Monette, J. et Morisset N. (2014). *Zones de rusticité des plantes au Canada*. Ressources naturelles Canada. https://planthardiness.gc.ca/images/PHZ_2014_CFS_Map.pdf
- Marleau, J. et Rochon, J. (2025). *Portrait de santé 2025 – Nord-du-Québec*. Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James, Direction de santé publique. https://www.crsssbaiejames.gouv.qc.ca/docs/Publications/P/Portrait_sante_NdQ_2025_VF.pdf
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2025). *Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*. Gouvernement du Québec. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/affaires-municipales/publications/occupation_territoire/STR_occupation_vitalite_territoire_2025_2029.pdf
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). (2024). *Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec -Côte-Nord et Nord-du-Québec*. Gouvernement du Québec. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/agriculture-pecheries-alimentation/agriculture/industrie-agricole/regions/FS_profilregionalbioalimentaire_Cote-Nord-Nord-du-Quebec_MAPAQ.pdf
- Ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale (MESS). (2025). *Plan d'action régional 2025-2026*. Gouvernement du Québec. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/plan-strategique/plan_action_regional/2025/PAR_10_NQC_2025-2026.pdf
- Pierre, G. (2015). *Portrait de l'agriculture nordique du Québec dans un contexte de changements climatiques* [mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke]. <https://usherbrooke.scholaris.ca/server/api/core/bitstreams/f39dea31-af49-40c5-a035-380f03cbd2d0/content>

BIBLIOGRAPHIE

Raymond Chabot Grant Thornton et Cie. (2022, 12 décembre). *Étude sur les enjeux relatifs à la main-d'œuvre, au navettage et aux incitatifs fiscaux spécifiques à la Baie-James : Rapport final*. Administration régionale Baie-James (ARBJ). <https://arbj.ca/wp-content/uploads/2023/03/ARBJ-Etude-sur-les-enjeux-relatifs-a-la-main-doeuvre-au-navettage-et-aux-incitatifs-fiscaux-specifiques-a-la-Baie-James-VFI.pdf>

Roy, A.; Valls-Fox, H.; Paradis, N.T. et Badji, P.O. (2024). *Évaluation des besoins des communautés au Nord-du-Québec liés à une production agricole nordique, rapport final*. Centre d'innovation sociale en agriculture du Cégep de Victoriaville, FaunENord et Centre d'entrepreneurship nordique.

Sickini-Joly, B. (31 mars 2024). Des légumes frais au nord du 53° parallèle. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2061526/jardins-serre-legumes-radisson-taiga>

Valls-Fox, H.; Riel, C.; Chauvette, S.; Roy, A.; Courchesne, J.; Lalonde-Boivin, M.; Bergeron, S.; Giard-Laliberté, C.; Haillet, D. et Teillot, M.(2024). *Laboratoire nordique, un projet d'innovation sociale et technologique en agroalimentaire : Fiches pratiques et résultats de recherche*. Centre d'innovation sociale en agriculture, Cégep de Victoriaville. <https://www.cisainnovation.com/upload/downloadable-files/67646789184d7.pdf>

Ville de Chibougamau. (2025). Horaire des collectes. Consulté le 17 octobre 2025, sur : <https://www.villedechapais.com/horaire-des-collectes/>

MÉTHODOLOGIE

Sur leur ensemble, les synthèses tirent leurs informations d'une multitude de sources : de documents existants ainsi que des activités de collecte d'informations virtuelles ou en présentiel. La synthèse du Nord-du-Québec – Baie-James a été réalisée avec les partenaires de la région en 2025. Les sources proviennent de documents existants en lien avec les SAT, de l'actualité locale ainsi que les connaissances du terrain des partenaires régionaux. Voir l'[affiche](#) présentée lors du forum en 2022. Les informations de cette synthèse ont été révisées à l'été et à l'automne 2025.

LIMITES DE RESPONSABILITÉ

Ces synthèses ont été créées en collaboration avec les acteur·rices de la région concernée, à l'aide des données à la disposition des auteur·rices. Selon le cas, l'accès à des informations complètes et récentes ainsi que la disponibilité des partenaires du Forum SAT pour la révision du contenu peuvent avoir été limités. Il est possible que des informations complémentaires, contradictoires ou autrement pertinentes existent ailleurs. La synthèse comporte des opinions et des faits, cités lorsque possible, mais ne peut remplacer un portrait complet élaboré dans le cadre d'un projet de recherche ou mandaté par des organismes régionaux spécifiques. Les informations recueillies ne sont en aucun cas des recommandations. Le Forum SAT et son équipe ne peuvent être tenus responsables d'un dommage résultant de l'utilisation du contenu de cette synthèse.

Contributions

Rédaction : Gabrielle Payette-Bédard (Forum SAT)
Révision : Jérémie Perdriel (SADC Nord-du-Québec) et Catherine Riel (CISA)
Révision linguistique : Stéphanie Dubois
Graphisme : Xavier Martin I Wanted
Octobre 2025

Remerciements

Le Forum tient à remercier les partenaires qui ont collaboré à la mise en œuvre de cette synthèse. Grâce à leur expertise et à leur expérience, ce projet a été grandement bonifié, que ce soit dans les ateliers ou la révision du document.

La réalisation de ce document a été rendue possible grâce au soutien financier du ministère de la Santé et des Services sociaux. Le projet a également bénéficié d'un soutien financier de la Fondation Lucie et André Chagnon.

Pour citer ce document

Forum SAT. (2025). Synthèse du système alimentaire territorial du Nord-du-Québec - Baie-James.

Découvrez les autres [synthèses régionales](#).



En partenariat avec :



À PROPOS DU FORUM SAT

Le Forum SAT est une démarche de mobilisation et de collaboration des acteur·rices et des réseaux québécois oeuvrant pour une autonomie et une sécurité alimentaires pour tous et toutes dans une perspective de transition socioécologique. Sa mission est de renforcer la capacité d'agir des parties prenantes des systèmes alimentaires partout au Québec en faveur d'une alimentation saine, équitable, locale et durable, incarnant les impératifs liés au droit à l'alimentation et à l'image de la diversité et de la richesse des territoires.